

Sur le front

Jean-Maxence Granier

Déterminées à faire barrage au Rassemblement national, les différentes composantes de la gauche française ont réussi à s'unir en un Nouveau Front populaire. Si ce dernier parvient à faire reculer le danger le plus imminent, il lui faudra encore élargir cette coalition, et travailler dans le long terme à retisser les liens de confiance qui font si cruellement défaut dans la société française aujourd'hui.

Au moins la France se parle-t-elle ! Depuis la prise de parole révocatoire du président, le pays bruisse d'un débat houleux. Si les enjeux n'étaient pas ce qu'ils sont, on pourrait presque se réjouir d'un taux de participation qui va s'envoler, tandis que l'espace public, sous tension, vibre de discussions. L'inquiétude est palpable, comme la peur, la revanche, la haine mais aussi l'espoir, ou plutôt des espoirs contradictoires, les uns rêvant enfin d'accéder au pouvoir, même si c'est presque trop tôt à leurs yeux, les autres de le retrouver, tandis que ceux qui l'occupent aimeraient bien le conserver. Cette dramaturgie est fortement marquée d'incertitudes. Le scénario n'est pas écrit à l'avance et chacun peut avoir le sentiment d'y concourir par son vote.

Le Nouveau Front populaire

La tripartition Nouveau Front populaire, majorité présidentielle (mais faut-il encore la nommer ainsi ?) et Rassemblement national s'est cristallisée quasiment sous les yeux des Français, à la fois par une propension de la gauche, même divisée, à s'unir « contre » et par l'éclatement d'une droite républicaine que la dissolution a fait exploser en ses trois composantes

classiques : gaulliste, libérale et réactionnaire. De fait, la capacité de la gauche à se réunir a été la meilleure surprise de cette phase. On la doit à la réussite électorale d'un social-démocrate européen, Raphaël Glucksmann, conjugée au génie onomastique d'un membre en rupture de ban de La France Insoumise, François Ruffin, qui convoqua un soir de vote les mânes de Blum, Thorez et Chautemps. Confronté comme naguère à des enjeux internationaux majeurs en Europe ou au Moyen-Orient, ce Nouveau Front populaire a pu se faire parce qu'il était déjà en gestation. Préparé d'une certaine façon par la nécessité de dépasser l'échec de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, il est fortement attaqué pour son caractère hétéroclite. Et pourtant il tient, et parvient à agréger la social-démocratie, ses présidents et ses Premiers ministres, les écologistes qui s'entendent si mal entre eux mais savent faire le lien dans la gauche plurielle (merci Marine Tondelier), les communistes, bien loin de leur centralité en 1936, et La France Insoumise, toujours radicale surtout dans sa gouvernance, mais ramenée à une évaluation plus juste de son poids. Même Jean-Luc Mélenchon semble capable de se faire un temps plus discret, non sans régler au passage quelques comptes avec des « frondeurs » de son parti, dont les prises de position ont rendu le rapprochement possible (Clémentine Autain, Raquel Garrido, Alexis Corbière et d'autres).

Il faut cependant s'arrêter sur le principal écueil qui fragilise cet attelage. On aurait pu croire qu'il buterait d'abord sur la question ukrainienne, entre le soutien pro-européen d'un Glucksmann et l'anti-américanisme de Mélenchon, ou qu'on retrouverait des oppositions classiques entre lutte des classes et compromis social, entre productivisme et décroissance. Mais non, le vrai point d'achoppement a été la question de la Palestine et celle de l'antisémitisme sur laquelle elle a débouché. Le 7-Octobre a suscité une confrontation entre une lecture purement coloniale du conflit, qui n'a pas voulu en mesurer les spécificités les plus terribles, et une lecture qui interprète l'événement à la lumière de la destruction des Juifs d'Europe. Cette tension entre la singularité atroce d'un événement vu comme un pogrom par ses victimes et un contexte de confrontation séculaire entre le projet national israélien, qui s'accomplit sous sa forme politique la moins désirable, et le projet national palestinien, réduit à une peau de chagrin, a débouché sur une grave crise à gauche. Crise dont il faut absolument sortir,

comme le Nouveau Front populaire tente de le faire de manière au moins déclarative. Il faut bien sûr noter, comme beaucoup l'ont fait, l'instrumentalisation de cette dimension par le Rassemblement national, élevé soudain au rang de meilleur ami de Juifs, lui qui s'ancre dans la France de Pétain et emprunte à l'État français antisémite sa capacité à trier et à catégoriser ses citoyens, et la majorité présidentielle, incapable de prendre une vraie position sur ce conflit lorsqu'elle en avait le moyen. Mais cette instrumentalisation, qui nourrit sans fin un discours du renvoi dos à dos, ne peut laisser dans l'ombre une rhétorique et des accents qui, volontairement ou non, font appel à des figures judéophobes. Ces dernières, pour paraphraser Bernanos, déshonorent un antisionisme que l'on devrait comprendre exclusivement comme la critique d'un projet de Grand Israël, qui s'établit à rebours de toute reconnaissance d'un réel État palestinien. Il nous semble que c'est dans ce glissement du côté d'une radicalité propalestinienne, grave quand on connaît l'histoire et le poids des mots, que se trouve la justification d'une critique. Même si cette critique a été élevée avec beaucoup d'inconséquence ou de cynisme contre ceux qui se réclament pourtant de Blum, frappé jadis à coup de cannes par les nervis de l'Action française, sur le boulevard Saint-Germain à deux pas de l'Assemblée.

On ne peut pour autant reprocher à La France Insoumise d'avoir mis le sujet sur la table par simple électoralisme. La vraie question est dans la manière. Comment ne pas en parler d'ailleurs, quand on connaît la place qu'occupent, en France, les communautés juives et arabo-musulmanes et, dans l'histoire de notre République, les colonies et l'affaire Dreyfus ? Il n'y a pas lieu « d'importer » cette question, elle est déjà là. Que certains de nos compatriotes en viennent à ôter leurs mézouzas du chambranle n'est pas acceptable, comme ne l'est pas une politique moyen-orientale privée de sens et d'orientation. C'est la prise en charge collective, diplomatique, institutionnelle de cet enjeu qui fait encore défaut. Entre le soutien inconditionnel à un Netanyahou qui bombarde sans relâche, prisonnier de ses extrémistes qui rêvent de Judée-Samarie, et une Palestine qu'on fantasme libre « de la mer au Jourdain », déniaut à Israël son existence, il doit y avoir une position commune possible. La reconnaissance *de jure* de l'État palestinien, comme moyen *a minima* d'inscrire ce projet dans le droit qui le soutient, fait ainsi consensus au sein du Nouveau Front populaire.

Faut-il préférer un parti consubstantiellement raciste et donc antisémite dans ses racines, qui, tactiquement et dans une guerre « civilisationnelle », choisit de viser d'abord les arabo-musulmans, à une coalition qui pose clairement dans son programme la question du racisme et de l'antisémitisme et exige que la prise en considération légitime de la situation du peuple palestinien n'emprunte jamais les accents judéophobes, dans un conflit d'une très grande violence contre les civils qui touche d'une façon ou d'une autre nombre de Français ? La question antisémite ne se divise pas, mais contrer de graves dérives sur ce point ne peut se résumer à donner les clefs du camion aux héritiers de Maurras, qui iront vite en besogne pour définir une nouvelle « anti-France ».

Le vieux front républicain

Dès lors, que faire ? La seule vraie question, au vu des sondages, est de savoir si le Rassemblement national aura ou non une majorité absolue. Dans l'hypothèse la moins favorable pour les démocrates, s'engagera alors une cohabitation qui permettra au parti d'extrême droite de placer ses pions et de faire évoluer la société française vers un modèle à la fois « illibéral » et xénophobe. Il le fera sans doute à pas de velours, loin du coup de force fasciste, et il faudra y résister à travers tout le corps social, dans un cadre démocratique en décomposition – que l'on songe à l'État de droit ou au rôle des médias publics. L'argument de la compétence ne sera pas dirimant. Il se trouvera suffisamment de hauts fonctionnaires et de gens qui maîtrisent la technique de l'État pour soutenir cette nouvelle gouvernance, qui déploiera son idéologie par étapes. On peut faire l'hypothèse que cette dédiabolisation est vécue par certains de ses tenants dans la sincérité. Mais l'idéologie subsume les individus et fait retour, comme le scorpion qui ne peut s'empêcher de piquer la grenouille qui lui fait traverser la rivière, car « c'est sa nature ». Dans cette situation, il faudra de la patience, de l'intelligence, une capacité à dépasser le cadre des partis au profit de l'espace syndical, associatif et social, pour pouvoir un jour reconstruire ce qui été défait.

Dans le cas d'une majorité relative ou d'une absence de majorité de l'extrême droite, s'ouvre la question d'un autre front, le Front républicain. À

vrai dire, il devra jouer dès l'entre-deux tours. Les triangulaires seront favorables au Rassemblement national et elles seront renforcées par la forte participation, qui abaisse les conditions de qualification. L'appel au désistement devrait aller de soi et devrait même être exprimé avant le premier tour, ce que tout le monde ne fera pas hélas. Mais le candidat arrivé second derrière l'extrême droite devrait recueillir tous les suffrages de ceux qui s'inquiètent d'être gouvernés par un jeune homme bien mis qui n'est pas sûr que Jean-Marie le Pen était vraiment antisémite et qui forge le concept de « français d'origine étrangère ».

Après le 7 juillet 2024, si le parti de Jordan Bardella ne parvient pas à ses objectifs, il faudra évidemment continuer à s'unir entre écologistes, sociaux-démocrates, communistes et insoumis, et transformer cette alliance électorale en alliance parlementaire. Il faudra même étendre cette coalition. Rappelons que le Front populaire allait des communistes aux radicaux et que, pour battre Poujade et déjà Jean-Marie Le Pen, le Front républicain de 1956 associait Pierre Mendès-France, Guy Mollet, François Mitterrand mais aussi Jacques Chaban-Delmas. C'est ce qu'indique Milo Lévy-Bruhl, spécialiste de Blum, quand il écrit : *« Aujourd'hui, les forces de gauche coalisées ont beaucoup moins de force politique que le Front populaire de l'époque, et donc il faudra bien qu'elles se posent la question, dans l'entre-deux-tours, du front républicain qui était au cœur du mouvement du Front populaire. C'est à ce moment-là qu'on pourra juger si la visée du Nouveau Front populaire est cohérente avec celle du Front populaire tel qu'il s'en revendique. »* L'articulation entre un Front populaire et un front républicain n'est pas une mince affaire. Elle devra surmonter la faible culture de négociation parlementaire de la V^e République, là où un Thorez et un Blum acceptaient de faire dialoguer classes populaires et bourgeoises, et la propension d'un espace central, la « macronie », de fait largement à droite, à s'arroger le monopole de cette centralité après pourtant l'avoir évidée de son sens et vue échouer.

Il faudra aussi savoir proposer aux Français une autre vision d'eux-mêmes. Sans nier l'ensemble des tensions qui traversent le corps social, il ne faut pas négliger les effets d'une représentation rebattue de la société comme essentiellement polarisée, divisée, « en archipel ». Les liens qui se tissent, les mixités, les dialogues, les associations, tout ce qui fonde positivement le tissu social y est largement passé sous silence au profit de l'expression systématique

des peurs et des conflits, réels mais hypertrophiés. Les micros-trottoirs sont devenus une arme de propagande, fixant un ordre du jour où dominent la question migratoire ou celle de l'insécurité, légitimant ainsi la parole de ceux qui en ont fait leur unique sujet.

Le Nouveau Front populaire naît de ces circonstances, comme un nouveau front républicain devrait aussi en naître. Qu'importe que ces appariements ne soient pas parfaitement homogènes, voire qu'ils ne soient pas appelés à durer, comme ne dura pas la construction politique de 1936. Ils procèdent de l'événement et sont une manière d'y répondre. Réponse fragile, imparfaite et pourtant nécessaire, qui nous oblige – nous qui croyons à une certaine idée de la démocratie, des droits de l'homme, de l'État de droit – à sortir de nos habitudes de pensée comme du confort des attachements partisans ou idéologiques, qui ne correspondent plus à la situation qui se crée sous nos yeux. Les contradictions et les complexités du politique ne doivent pas faire perdre de vue les priorités et les fondamentaux qu'il faut savoir défendre avec force et souplesse, dans l'instant et dans la durée.

Entretien d'Ève Szeftel avec Milo Lévy-Bruhl, « Le Front populaire de 1936 était d'abord un front républicain : la gauche devra s'en souvenir dans l'entre-deux-tours », *Libération*, 18 juin 2024.

Voir Jérôme Fourquet, *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019. Voir aussi l'entretien avec J. Fourquet, « La France d'après », *Esprit*, novembre 2019.

Voir Alexis Lévrier, « L'héritage inavouable de l'empire Bolloré », *Esprit*, octobre 2023 et Jean-Maxence Granier, « La bollorisation des médias » [en ligne], *Esprit*, novembre 2021.